

Jeudi 24 septembre 2015

Dunkerque

Intervention de Patrice Vergriete, Maire de Dunkerque, Président de la Communauté urbaine, en introduction du conseil municipal de ce jeudi 24 septembre, sur les conditions d'accueil des réfugiés sur le territoire dunkerquois et la position qu'il défendra auprès de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, le mercredi 30 septembre lors d'une rencontre avec une délégation d'élus du Dunkerquois.

« Notre agglomération s'est retrouvée au cours de ces dernières semaines au cœur de la problématique des réfugiés qui fuient les guerres du Moyen-Orient. L'afflux de ces réfugiés, conjugué aux mesures de renforcement des contrôles aux frontières mises en place à Calais, a eu pour conséquence sur notre territoire une forte augmentation du nombre de personnes en quête d'un passage en Angleterre. Près de 1.200 hommes, femmes et enfants, originaires majoritairement de Syrie et d'Irak, se retrouvent aujourd'hui dans les campements d'urgence humanitaire de Tétéghem et de Grande-Synthe.

Ce sujet est pour moi une préoccupation quotidienne. Et tous les acteurs impliqués travaillent en lien étroit : je pense notamment aux maires les plus concernés, Franck Dhersin et Damien Carême, aux services de l'Etat et aux associations.

Dans ce cadre, deux mots guident mon action politique : humanisme et pragmatisme.

Humanisme tout d'abord, car je n'accepterai jamais, à l'instar de l'ensemble de mes collègues maires de l'agglomération, qu'un être humain puisse mourir sur le territoire dunkerquois en raison du froid ou des conditions sanitaires, et ce quels que soient sa nationalité ou son statut. C'est la raison pour laquelle la Communauté urbaine accompagne les communes dans la gestion logistique des campements d'urgence humanitaire. Et tous les citoyens dunkerquois qui souhaitent contribuer à cette action d'aide peuvent se rapprocher des associations.

Pragmatisme ensuite, car il faut affronter la réalité telle qu'elle est, et non telle qu'on voudrait qu'elle soit. En l'occurrence, trois éléments de contexte doivent être connus pour agir efficacement. Ce qui est mon leitmotiv.

Le premier, c'est que la quasi-totalité des personnes présentes dans le Dunkerquois ne souhaitent pas demander l'asile en France : elles veulent passer en Angleterre. J'ai donc demandé aux représentants de l'Etat un renforcement des campagnes d'information sur le droit d'asile dans notre pays, car la plupart pourraient en bénéficier. Monsieur le sous-préfet a réussi à mettre en place une action avec l'OFII la semaine passée, ce qui a permis à quelques familles de sortir du campement de Tétéghem vendredi et d'intégrer des conditions d'hébergement plus dignes, dans le cadre légal du programme national d'accueil.

Contact presse

Direction de la Communication
Tél. 03 28 26 26 39

communication
@ville-dunkerque.fr

Le deuxième élément de contexte à prendre en compte découle directement de cet état de fait. Puisque 1.200 réfugiés se trouvent déjà sur notre territoire, le Dunkerquois n'a pas vocation à accueillir d'autres familles dans le programme national d'accueil.

Enfin, le troisième point à ne pas ignorer, c'est le rôle des passeurs, véritables exploiters de la misère humaine. Nul ne peut nier leur présence et leur rôle dans le Dunkerquois. A cet égard, je reconnais la forte volonté des acteurs locaux de la justice et de la police à prendre à bras le corps cet enjeu : ils sont mobilisés avec tous les moyens humains et juridiques dont ils disposent.

Ces trois éléments de contexte étant posés, force est de constater cependant que les moyens mobilisés par l'Etat à l'échelle locale ne sont plus à la hauteur de l'enjeu. J'en appelle aujourd'hui au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur pour leur rappeler que nous accueillons déjà de nombreux réfugiés en France, en l'occurrence sur la Côte d'Opale, et que la priorité nationale de la politique d'accueil devrait commencer ici.

Plus de moyens de justice et de police pour lutter contre les passeurs et assurer la sécurité des populations et des réfugiés, plus de moyens d'information sur les demandes d'asile dans notre pays, une position plus ferme vis-à-vis de la Grande-Bretagne qui n'assume pas sa responsabilité, et enfin une aide aux collectivités qui assurent seules avec les bénévoles l'urgence humanitaire, voilà ce que nous demandons concrètement.

Je rencontrerai le ministre de l'Intérieur mercredi et ce sera ma position. Je vous proposerai par ailleurs en fin de conseil de voter une motion reprenant ces demandes et destinée au Premier ministre. »

Contact presse

Direction de la Communication
Tél. 03 28 26 26 39

communication
@ville-dunkerque.fr

